



VSA-AAS

Archives et Droits de l'Homme

Février 2014 – Article 27

Déclaration des droits de l'homme, Article 27

- 1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.*
- 2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.*

L'Article 27 semble à la fois donner et reprendre, mettre l'accent sur la propriété commune et la propriété privée. Le premier paragraphe donne à chacun le droit de «jouir» et de «participer», tandis que le second paragraphe donne à un individu le droit de protéger les «intérêts moraux et matériels» de son travail. Cependant, aussi large que semble l'affirmation dans le premier paragraphe, Johannes Morsink souligne qu'elle dit *la* communauté, niant ainsi implicitement que plusieurs communautés existent au sein des Etats et que les minorités ont le droit de participer au sein de leurs propres communautés culturelles. Les débats sur les droits des minorités au sein des sessions de rédaction de la DUDH étaient controversés et complexes, mais finalement la Déclaration ne comprend pas d'article séparé sur les droits des minorités, bien que les droits des minorités sont expressément pris en compte dans les articles sur la religion et l'éducation. (Morsink, *The Universal Declaration of Human Rights : Origins, Drafting and Intent*, pp. 269-280).

Le deuxième paragraphe a carrément placé les rédacteurs dans les débats sur le droit d'auteur et le droit des brevets, et certains délégués ont fait valoir que ces concepts fondés sur le droit ne devaient pas être inclus dans la Déclaration. Le deuxième paragraphe a également mis sur la table les positions internationales contradictoires quant à savoir si les créateurs ont le «droit moral» de contrôler leur travail, même après que l'œuvre a été vendue ou s'il y a rupture du droit d'auteur. Cependant, plusieurs facteurs ont contribué à l'addition finale de ces deux paragraphes: l'influence de l'UNESCO nouvellement

créée qui met l'accent sur la culture; la conférence de juin 1948 sur la Convention du droit d'auteur international de Berne, qui a révisé la clause relative aux droits moraux dans la Convention; et en avril 1948, la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme qui comprenait une disposition du droit d'auteur. Néanmoins, cela reste un article portant deux idées très distinctes.

Le Pacte international de 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a suivi l'exemple de la Déclaration, écrivant dans l'article 15 (1) (c) que chaque État partie doit "reconnaître le droit de chacun. . . pour bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il [ou elle] est l'auteur." Peter K. Yu note, dans son analyse en profondeur de l'article 27 de la DUDH, et l'article du Pacte et des droits de l'homme, que "le sens de l'article 27 (2) de la DUDH et l'article 15 (1) (c) du Pacte n'ont pas beaucoup changé depuis l'adoption des instruments", leur donnant un "impact significatif" sur le développement des régimes du droit de propriété.

(Peter K. Yu, "Reconceptualizing Intellectual Property Interests in a Human Rights Framework," http://74.220.219.58/~drafting/sites/default/files/paper_article/Yu_Human%20Rights%20and%20IP%20Framework.pdf.) Le Conseil international des Archives a un groupe de travail sur la propriété intellectuelle qui traite du droit d'auteur et des questions connexes, et des groupes similaires se trouvent dans les organisations représentant les bibliothèques et les domaines connexes. Soulignant l'élément scientifique dans l'article, l'Association américaine pour l'avancement des sciences a créé un Programme légal de responsabilité scientifique et droits de l'homme qui s'occupe des "questions éthiques, juridiques et droits de l'homme liées à la conduite et à l'application de la science et de la technologie." <http://shr.aaas.org/>

Les archivistes le savent, les questions de vie culturelle et le droit des créateurs sont un thème central de notre travail. Les archives de l'UNESCO et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sont essentiels pour comprendre le développement de ces droits, de même que ceux des administrations culturelles gouvernementales, les offices des brevets, marques et droits d'auteur, les tribunaux et les assemblées législatives. Les archives du secteur privé documentent également abondamment ces droits. Par exemple, la Phonothèque juive de Dartmouth a récemment mis en ligne sa base de données contenant près de 40'000 chansons, des émissions et des interviews qui reflètent une gamme de la vie culturelle juive: <http://thedartmouth.com/2012/04/16/news/archive>.

La lutte en cours pour savoir qui détient les droits sur les documents de Franz Kafka avait été mentionnée dans les nouvelles d'avril ; une enquête de la police israélienne essayait de déterminer si certains manuscrits de Kafka, trouvés il ya un mois, avaient été volés.

<http://www.haaretz.com/news/national/israel-police-probing-possible-theft-of-kafka-papers-1.426392>.

Et aux Philippines, le président a ordonné à toutes les administrations gouvernementales de remettre leurs films originaux et autres audio-visuels à la National Film Archive afin de préserver la richesse artistique et historique du pays. <http://www.zambotimes.com/archives/46611-Aquino-orders-preservation-of-all-Philippine-films-and-audio-visuals.html>.

Quelle que soit la source, toutes les archives contiennent des éléments concernant les droits énoncés à l'Article 27.

Commentaire.

Visez. Appuyez. Appuyez de nouveau pour envoyer. La photographie a parcouru un long chemin depuis l'époque des plaques de verre et des chambres noires avec l'odeur de produits chimiques de développement. Ce mois-ci, les photographies sont au centre d'un nombre assez étonnant d'événements. Ajoutez à cela les vidéos téléchargées sur YouTube qui semblent documenter les violations des droits de l'homme, et nous nous trouvons face à un flot incessant d'images.

Certainement, l'article le plus important relatif à la photo en janvier a été le rapport d'un groupe d'experts qui a examiné un échantillon de quelque 55'000 images des morts en Syrie (voir article ci-dessous sur la Syrie). Le rapport ne fournit pas seulement un point de vue juridique sur l'utilisation possible de ces images, mais il fournit également une bonne introduction à l'examen médico-légal des images photographiques électroniques pour voir si elles ont été modifiées (les experts ont conclu qu'elles ne l'avaient pas été). Des photographies de cadavres sont utilisées dans un certain nombre d'autres rapports. British Pathé a publié des séquences et des images fixes que ses photographes ont prises lors d'exécutions au cours de conflits à travers le monde. Des photos de Marines américains à Falloujah, en Irak, brûlant apparemment des corps, ont conduit à l'ouverture d'une enquête officielle. Et une commission gouvernementale afghane d'enquête sur les décès dus à un raid aérien le 15 janvier a remis un dossier comprenant une photographie, prétendument des funérailles de civils tués dans cette attaque, mais qui avait été réellement prise à un enterrement en 2009 et distribuée à l'époque par les médias.

Les photographies de cadavres n'ont pas été les seules à faire la une des journaux en janvier. La famille d'un jeune garçon, exécuté dans l'Etat américain de Caroline du Sud il y a 70 ans, utilise la photographie comme un argument partiel pour rouvrir le dossier contre lui. La pratique habituelle des États-Unis de rendre publiques les photographies des personnes arrêtées («mug shots») a été remise en question par les législateurs de l'État américain de Géorgie qui ont fait valoir que l'accès aux images des arrestations devrait être limité jusqu'à ce qu'une personne soit déclarée coupable, une position qui est vivement contestée par la *Georgia Press Association*. Et un article sur la technologie a indiqué que les chercheurs ont découvert que, en utilisant des photos de haute résolution des victimes de crime, ils pouvaient regarder les reflets dans les yeux du sujet et voir les images de leurs agresseurs et des personnes présentes.

Un article publié dans le *New York Times*, écrit par un professeur de l'Université de New York, soulève d'importantes questions au sujet de photographies prises par les agresseurs. Elle souligne que les photographies syriennes sont "ahurissantes" et se demande: "un tel gouvernement ne voudrait-il pas vouloir cacher ses crimes plutôt que de les enregistrer?"

http://www.nytimes.com/2014/01/28/opinion/advertisements-for-death.html?_r=0

Mais les archivistes savent que les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les particuliers documentent régulièrement leurs activités violentes, notamment les arrestations, les décès et les dommages faits aux personnes. Ce que les archivistes ont à faire est de s'assurer que ces images - horribles, car elles le sont toujours -, volumineuses - comme elles le sont souvent -, soient préservées et protégées. À court terme, ces images sont des preuves juridiques; à long terme, elles sont la preuve de la façon dont nous nous traitons les uns les autres et de la lutte continue pour le droit d'être humain. Quand et à qui ces images devraient être mises à disposition est une question distincte, mais elle ne peut même pas être soulevée à moins que les archives conservent les images en premier lieu.

Nouvelles internationales.

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) / Monténégro. L'association des réfugiés du Monténégro a annoncé qu'elle va porter plainte contre le gouvernement devant la Cour européenne des droits de l'homme

"parce que les réfugiés ont été laissés dans un vide juridique sans papiers depuis plus d'une décennie, voire plus", a déclaré *BIRN*.

http://www.balkaninsight.com/en/article/montenegro-refugees-to-sue-state-in-strasbourg?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=fedbc97ba6-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-fedbc97ba6-311109073

Cour internationale de Justice. La Cour a statué sur la frontière maritime entre le Pérou et le Chili, en s'appuyant sur un Accord spécial de la zone frontière maritime de 1954 signé par le Chili et le Pérou. Le document, selon le tribunal, a "cimenté" un "accord tacite".

<http://www.icj-cij.org/docket/files/137/17928.pdf>

Cour pénale internationale. Le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains et le Public Interest Lawyers Birmingham au Royaume-Uni ont présenté une "communication" (dossier) au Procureur de la Cour pénale internationale demandant une action à l'égard de l'abus et de mauvais traitements des détenus irakiens perpétrés par les forces armées du Royaume-Uni. Intitulé «La responsabilité des fonctionnaires du Royaume-Uni pour les crimes de guerre impliquant un abus systématique des détenus en Irak de 2003-2008," le rapport "compile les témoignages de plus de 400 Irakiens." Les documents concernent ces deux ONG et ont besoin d'être protégés. <http://rt.com/news/uk-politicians-accused-warcrimes-469/>; pour un lien vers une copie anonyme du dossier, voir

<http://www.ecchr.de/index.php/united-kingdom.html>

Les avocats de la Fraternité musulmane ont déposé une plainte auprès de la Cour pénale internationale contre le gouvernement d'Égypte, a rapporté *The Telegraph*. Un des avocats a déclaré à la presse qu'ils ont "vérifié 1 120 meurtres depuis le coup d'Etat en juillet l'année dernière." Les documents à l'appui de cette statistique doivent être correctement conservés.

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/egypt/10552278/Egypt-regime-accused-of-crimes-against-humanity-over-coup-crackdown.html>

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Dans un rapport intitulé "Réévaluation des progrès dans le développement et la mise en œuvre du cadre juridique et politique pour la réintégration des personnes rapatriées" au Kosovo, la Mission de l'OSCE au Kosovo a déclaré que les autorités du Kosovo ne possèdent "pas de données précises sur le nombre de demandeurs d'asile qui ont été renvoyés de l'Ouest ou s'ils sont traités correctement." Il a recommandé que le gouvernement du Kosovo prenne des mesures immédiates pour créer, gérer et utiliser des archives précises. En fin de compte, ces documents devraient faire partie des collections des archives nationales. <https://www.osce.org/kosovo/110147>

Tribunal spécial pour le Liban. Le Tribunal spécial pour le Liban a ouvert ses travaux, même si les accusés n'ont pas encore été arrêtés et remis à la cour. Le *Washington Post* a rapporté que "les procureurs disent qu'ils ont construit un cas complexe qui utilise des enregistrements de téléphones portables pour lier les quatre hommes directement à l'attaque et à la dissimulation ultérieure." D'autres médias ont déclaré que des éléments provenant d'au moins 50 téléphones portables ont été impliqués.

http://www.washingtonpost.com/world/in-trial-of-men-accused-of-rafiq-al-hariris-death-a-rare-hope-for-justice/2014/01/15/47da0ba2-7e22-11e3-97d3-b9925ce2c57b_story.html

Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant. Le Comité, un groupe de 18 experts, a tenu une audience sur la façon dont le Vatican a traité des "décennies de rapports sur les abus sexuels du clergé", a rapporté le *New York Times*, ajoutant: "Le Centre pour les droits constitutionnels, basé à New York et représentant des victimes d'abus, a soumis des liasses de documents et de témoignages de victimes comme preuve que le Vatican avait permis aux abuseurs de rester dans le ministère et les avaient changés d'endroit sans en informer les responsables de l'application des lois ou les paroisses locales." Voir aussi la rubrique États-Unis / *Illinois* ci-dessous.

http://www.nytimes.com/2014/01/17/world/europe/un-sex-abuse-panel-questions-vatican-officials.html?_r=0

Monde/Nouvelles générales.

Surveillance électronique. De nouveaux rapports sur la collecte de données de surveillance électronique par les agences de sécurité ont continué à inonder tous les médias. Un article important détaille les efforts des États-Unis et du Royaume-Uni pour obtenir des informations à partir d'applications de smartphones, tels que le jeu Angry Birds, selon des "dizaines de documents secrets" procurés par Edward Snowden. Le *Guardian* a rapporté que l'information qui pourrait être obtenue comprend les "pays d'origine, emplacement actuel (par géolocalisation), âge, sexe, code postal, situation matrimoniale – les options comprennent «célibataire», «marié», «divorcé», «échangiste» et plus – le revenu, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, le niveau d'éducation et le nombre d'enfants."

<http://www.theguardian.com/world/2014/jan/27/nsa-gchq-smartphone-app-angry-birds-personal-data>

Au Canada, *CBC News* a indiqué que "l'agence d'espionnage électronique du Canada a utilisé des informations du service internet gratuit d'un important aéroport canadien pour suivre les périphériques sans fil de milliers de passagers ordinaires des compagnies aériennes pendant plusieurs jours après qu'ils ont quitté le terminal." <http://www.cbc.ca/news/politics/csec-used-airport-wi-fi-to-track-canadian-travellers-edward-snowden-documents-1.2517881>

Films britanniques Pathé d'exécutions. Le *Daily Mail* rapporte qu'à fin décembre British Pathe, un centre de ressources multimédia, a publié des "images d'archives atroces des exécutions au cours des conflits à travers le monde." Les dates des séquences vont de 1911, lors de la guerre italo-turque, jusqu'à une exécution à Cuba en 1959. Pathé a déclaré que les séquences n'ont pas été initialement présentées au public", mais sont allées directement à l'archive" et "bien que ces films d'exécution peuvent engendrer un visionnement choquant, ils continuent à fournir un récit inédit et brut des événements d'une certaine époque." <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2510614/Death-row-wartime-British-Pathe-releases-harrowing-archive-footage-executions-conflicts-world.html>

Utiliser des photographies pour trouver des images des coupables. Deux chercheurs ont rapporté dans la revue *PLOS One* qu'en "zoomant sur les photos de visage en haute résolution, nous avons pu récupérer des images de spectateurs invisibles dans le reflet des yeux du sujet . . . Pour des crimes dont les victimes sont photographiées (par exemple, la prise d'otages, l'abus sexuels d'enfants), les reflets dans les yeux du sujet photographique pourraient aider à identifier les auteurs." Pour un rapport de la recherche, voir <http://www.latimes.com/science/sciencenow/la-sci-sn-the-eye-of-the-beholder-20131226,0,3872290.story#axzz2qnECUBpJ>

Art volé nazi. Un journaliste de France a obtenu un certain succès dans le traçage des propriétaires d'art volé par les nazis en utilisant les "arbres généalogiques de familles en ligne et les listes de morts à Auschwitz, les bases de données numériques en Israël pour les victimes de l'Holocauste et le catalogue de photos de la Bibliothèque Nationale", a rapporté l'*New York Times*. http://www.nytimes.com/2014/02/02/arts/design/a-reporter-in-france-helps-to-return-art-taken-by-the-nazis.html?ref=doreencarvajal&_r=0

Serbie et le début de la Première Guerre mondiale. Les archives nationales de la Serbie ont "dévoilé" une copie d'une lettre écrite par le gouverneur autrichien de la Bosnie-Herzégovine au ministre des Finances de l'Autriche-Hongrie le 28 mai 1913, que les archives ont déclaré avoir été « maintenue jusqu'à présent loin des yeux du public puisqu'elle confrontait "l'image fabriquée, souhaitée et non scientifique de la pré-histoire de la Première Guerre mondiale", qui accusait la Serbie du conflit», a rapporté *BIRN*. L'original de la lettre est perdu mais avait été publié à Sarajevo en 1928 et son interprétation est controversée. <http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-washes-away-wwi-guilt>

Entreprises de sécurité privées. Un essai dans le *Washington Post* par le président de l'organisation non gouvernementale International Justice Mission a souligné la transformation massive de la police des gouvernements vers des entités privées qui servent ceux qui sont capables de payer, et pour cela laisse les gens pauvres sans protection de la loi. L'industrie de la sécurité privée en Inde emploie quatre fois plus de gens que toute la force de police indienne; en 2009, l'analyse de la Banque mondiale a conclu au même résultat pour le Kenya; "le plus grand employeur de toute l'Afrique est une entreprise de sécurité privée,

Group4Securicor, et, au Guatemala, les forces de sécurité privées sont plus nombreuses que la police publique, dans un rapport de 7 à 1". Étant donné que les archivistes connaissent l'importance des archives de police dans les affaires de droits de l'homme, nous devons nous soucier de la conservation des documents de ces sociétés de sécurité.

http://www.washingtonpost.com/opinions/the-poor-deserve-equal-protection-by-the-law/2014/01/26/e2f40a8a-8556-11e3-bbe5-6a2a3141e3a9_story.html

Mesurer la faim. Un nouveau rapport de la Banque mondiale, « Le défi de mesurer la faim », montre que, selon la méthode utilisée pour mesurer la faim, il y a de grandes différences dans le nombre de personnes qui sont jugées avoir faim. Cela affecte les programmes de ce que les gouvernements doivent engager pour atteindre l'Objectif de développement du Millénaire pour réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici à 2015. Les chercheurs de la Banque ont utilisé sept méthodes différentes pour calculer la faim en Tanzanie et ont constaté que, en fonction de la méthode utilisée, "la proportion de personnes sous-alimentées varie considérablement : allant de 19 % lorsque le journal personnel est utilisé [avoir des gens qui écrivent chaque jour ce qu'ils ont mangé] à 72 % lorsque les estimations proviennent d'un HGES [enquête sur les dépenses de consommation des ménages] qui repose sur un rappel de 14 jours avec une longue liste de produits alimentaires. Cela constituerait une différence de 24 millions de personnes rien que dans un pays comme la Tanzanie." La protection des données de l'enquête alimentaire, à la fois dans le pays et dans des organisations telles que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies, est importante. http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&piPK=64165421&theSitePK=469382&menuPK=64166093&entityID=000158349_20140102101759

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afghanistan / États-Unis. Une commission du gouvernement afghan enquêtant sur la mort de civils tués dans un raid aérien le 15 janvier a remis un dossier "de photos macabres et de clips vidéo", a rapporté le *New York Times*. Une des photos avait effectivement été prise lors d'un enterrement dans un autre village en 2009 et distribuée par l'Agence France-Presse et Getty Images, conduisant les journalistes et les fonctionnaires à douter des autres informations fournies par la commission.

<http://www.nytimes.com/2014/01/27/world/asia/afghan-villagers-brought-to-back-airstrike-report.html?ref=todayspaper>

Al-Qaïda. En mai 2013, la *Associated Press* a récupéré des documents "laissés dans un bâtiment occupé par al-Qaïda au Maghreb islamique à Tombouctou", et a publié des informations sur eux (voir Nouvelles HRWG 2013-05). À fin décembre, l'AP a publié un autre article, intitulé "Al-Qaïda enregistre minutieusement toutes les dépenses, comme 60 cents pour un gâteau": "Le système de comptabilité appliqué dans les documents est une image miroir de ce que les chercheurs ont découvert dans d'autres parties du monde où Al-Qaïda opère". Les documents "comprennent également les horaires des ateliers de l'entreprise, les feuilles de calcul des salaires, les budgets de mécénat, les demandes d'emploi, des conseils de relations publiques et de la correspondance à une division des ressources humaines", qui ont permis à l'AP de conclure que al-Qaïda "essaie de se comporter comme une société multinationale."

http://storify.com/AP_CorpComm/ap-exclusive-the-al-qaida-papers

Chine / Japon. Jilin est une province de l'extrême nord-est de la Chine en bordure de la Corée du Nord. Les archives provinciales de Jilin ont ouvert des documents japonais capturés qui datent de 1931 à 1945, incluant "100'000 livres contenant des documents du temps de guerre japonais" et "plus de 70 archives audiovisuelles". Selon deux rapports de Xinhua, les documents "montrent en détail les activités des troupes japonaises construisant "des forces bactériologiques" dans ses régions coloniales et utilisant les êtres humains pour des expériences de développement d'armes biologiques". Un rapport sur les «femmes de confort» (les femmes obligées de fournir des services sexuels aux soldats japonais) dit que dans la région de Nanjing une «femme de confort servait entre 71 et 267 soldats japonais sur une période de 10 jours».

<http://english.cri.cn/6909/2014/01/09/2702s807368.htm>; <http://www.globaltimes.cn/content/836825.shtml>

Correction: Chine / Hong Kong / Royaume-Uni. L'exemplaire des Nouvelles HRWG de 2013-12 a posté un article sur la lettre à l'éditeur du *South China Morning Post* expliquant que les archives n'avaient pas été détruites quand les Britanniques ont quitté Hong Kong. Don Brech, l'auteur de la lettre, a écrit à Nouvelles HRWG demandant la correction suivante à l'article: « La référence à l'article de journal dont je parlais n'est pas correcte. Un article paru dans le *South China Morning Post* une semaine ou deux avant que j'aie écrit ma lettre avait parlé de la destruction massive de documents dans certaines anciennes colonies britanniques, mais ne dit rien à propos de Hong Kong. Parce que cela aurait pu conduire les lecteurs à penser que la même chose s'était produite à Hong Kong, j'ai écrit pour remettre les pendules à l'heure, en disant qu'il n'y avait pas eu de destruction des archives avant la rétrocession de Hong Kong à la Chine. L'autre but de ma lettre était d'opposer la non-destruction des documents gouvernementaux à la fin du gouvernement colonial britannique à Hong Kong avec la destruction massive des archives du gouvernement qui a eu lieu récemment entre les mains de l'actuel gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong, et d'exhorter l'adoption d'une loi sur les archives. Il est clair que je n'aurais pas pu faire cela si le gouvernement colonial britannique avait entrepris une destruction similaire à grande échelle des archives". Nos excuses à M. Brech.

Europe. Lors de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste (27 janvier), le *New York Times* a publié un article sur les "grands nombres de juifs tués loin des camps de la mort", affirmant que cette "Shoah par balles" est de plus en plus claire" depuis que les historiens passent au crible des archives souvent fragmentaires et incomplètes qui sont devenues disponibles après l'effondrement de l'Union soviétique". <http://www.nytimes.com/2014/01/28/world/europe/a-light-on-a-vast-toll-of-jews-killed-away-from-the-death-camps.html>

France / Rwanda. Une femme rwandaise et son mari français ont créé le Collectif des parties civiles pour le Rwanda pour identifier les Rwandais vivant en France qu'ils soupçonnent avoir participé au génocide du Rwanda. "Ils ont recueilli des informations sur Internet et par la recherche d'archives et d'entrevues personnelles d'anciens préfets, de magistrats et de médecins", a rapporté le *New York Times*. Les archives du Collectif ont besoin d'être protégées. <http://www.newtimes.co.rw/news/index.php?i=15611&a=73950>

France / Turquie. En janvier 2013, trois femmes kurdes ont été tuées dans un bureau du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à Paris. Un membre du parti nommé Omer Gurney a été arrêté pour crime. Maintenant, l'enregistrement audio d'une conversation entre Gurney et deux hommes, qui semblent être de l'Organisation nationale de renseignement de la Turquie (MIT), dans lequel ils discutent de stratégies pour l'attaque a été affiché sur Internet avec une note alléguant être du MIT qui dit avoir engagé une personne pour une "attaque / sabotage / assassinat" de "cibles" PKK en France. *Al-Monitor* a rapporté que le MIT a nié avoir quelque chose à voir avec les meurtres et "une enquête administrative interne a été lancée sur les allégations." http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/01/turkey-military-mit-kurds-murder-paris-activists.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=eb6937b2e0-January_9_20141_8_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-eb6937b2e0-93088897

Allemagne / Royaume-Uni. Encore une autre révélation provenant des archives de la Stasi (la police secrète de l'ex-Allemagne de l'Est): un historien de ces archives a publié un rapport indiquant que le Royaume-Uni "a importé des biens d'Allemagne de l'Est à grande échelle" qui ont été "produits par des prisonniers d'Allemagne de l'Est incarcérés pour leurs opinions politiques". Le rapport indique également que "dans l'une des usines, le régime communiste de la RDA a forcé les prisonniers à donner du sang qui a ensuite été vendu à la Croix-Rouge bavaroise ", a déclaré *The Guardian*. <http://www.theguardian.com/world/2014/jan/15/uk-profited-east-german-forced-labour-stasi-report>

Guatemala / États-Unis. L'Institute for Global Labour and Human Rights a publié un rapport sur l'usine Alianza au Guatemala après qu'un "enquêteur de l'organisation de défense des droits des travailleurs guatémaltèques a obtenu une mine de documents internes de l'usine rarement vus, incluant les bulletins de salaire, les feuilles de tarifs, et les spécifications de conception d'un éventail de marques bien connues de vêtements américains" comme Wal-Mart, JCPenney et Kohl, a rapporté *ABC News*. L'analyse des 217 documents, qui sont tous disponibles en ligne avec le rapport, montre que Alianza, qui a maintenant cessé ses activités, a tenté "d'empêcher les travailleurs de collecter la rémunération des heures supplémentaires,

des prestations de soins de santé et des pensions" et les travailleurs de l'ex-entreprise "auraient été privés de plus de 6 millions de dollars en salaires et avantages sociaux."

<http://abcnews.go.com/Blotter/factory-wal-mart-jcpenney-goods-shortchanged-guatemalan-workers/story?id=21635735&singlePage=true>; pour le rapport, voir <http://www.globallabourrights.org/reports/document/1401-AlianzaGuatemala.pdf>

Inde / Royaume-Uni. Après l'ouverture officielle d'archives du Royaume-Uni datant de trente ans le 1er janvier, un chercheur qui écrit un blog "Stop déportations" sur la politique d'immigration, a trouvé deux documents de 1984 qui suggèrent que les forces spéciales britanniques ont aidé à élaborer un plan pour attaquer le temple doré d'Amritsar en juin 1984, une attaque qui a tué des centaines de personnes. Le blogueur a publié des images des documents; le gouvernement britannique a annoncé qu'il allait ouvrir une enquête. <http://stopdeportations.wordpress.com/2014/01/13/revealed-sas-advised-1984-amritsar-raid/>; <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-25723875>

Irak / Etats-Unis. Le site social *TMZ.com* a publié un rapport et huit photos qui semblent montrer des Marines américains brûlant les corps des insurgés irakiens morts à Falloujah, en Irak, en 2004. Suite à la publication, l'armée américaine étudie "la véracité de ces photos, les circonstances en cause, et, si possible, l'identité des membres du service concerné."

<http://www.tMZ.com/2014/01/15/iraq-soldier-bodies-on-fire-marines-investigation-military-photos/>; <http://abcnews.go.com/blogs/headlines/2014/01/marines-investigate-images-of-burning-iraqi-insurgent-bodies-posted-by-tMZ/>

Pakistan / États-Unis. Le Bureau of Investigative Journalism, une organisation non gouvernementale à Londres, a publié un document du gouvernement pakistanais contenant des données sur 330 frappes de drones américains au Pakistan depuis 2006, ayant tué plus de 2000 personnes. Les données proviennent de "des informations déposées au secrétariat de la FATA [Zones tribales sous administration fédérale] chaque soir par les agents politiques, des hauts fonctionnaires locaux dans le domaine." <http://www.thebureauinvestigates.com/2014/01/29/leaked-official-document-records-330-drone-strikes-in-pakistan/>

Pologne / Russie. Les *Catholic World News* ont déclaré que "les documents rendus publics provenant des archives de l'ancien régime communiste de la Pologne" montrent que le KGB soviétique et la police secrète polonaise ont coopéré à "une campagne pour détruire la réputation du défunt archevêque Ignacy Tokarczuk", qui était l'aumônier du mouvement de Solidarité.

<http://www.catholicculture.org/news/headlines/index.cfm?storyid=20253>

Royaume-Uni / anciennes colonies. La controverse continue sur les archives que le Foreign Office a omis de remettre aux Archives nationales, les universitaires de l'Académie britannique ayant publié une lettre ouverte demandant au ministre des Affaires étrangères de déclassifier les documents. Le *Guardian* a rapporté que certains historiens envisagent "une action en justice" pour forcer le ministère des Affaires étrangères à communiquer les documents; certains des dossiers "pourraient contenir des informations sur la participation de l'Angleterre à l'esclavage" et un chercheur a déclaré au journal qu'il est possible que ces dossiers "puissent fournir des informations aux personnes qui cherchent une compensation financière pour la manière dont leurs ancêtres ont été traités." Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG* 2013-10.

<http://www.theguardian.com/politics/2014/jan/13/foreign-office-secret-files-national-archive-historians-legal-action>; <http://www.theguardian.com/politics/2014/jan/20/slave-trade-papers-illegal-foreign-office-cache>; <http://www.cherwell.org/news/oxford/2014/01/30/oxford-historians-angry-at-foreign-office-archive>; pour la lettre ouverte <http://www.theguardian.com/uk-news/2014/jan/22/vital-access-records-britains-colonial-past>

Royaume-Uni / Irlande du Nord / Etats-Unis. Une autre controverse qui dure depuis longtemps est celle de l'accès à l'histoire orale des participants "aux troubles" en l'Irlande du Nord; elle a été présentée dans le *Chronicle of Higher Education*. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG* 2013-06, 07 et 08.

http://chronicle.com/article/Secrets-from-Belfast/144059/?cid=wb&utm_source=wb&utm_medium=en

Nouvelles nationales.

Canada. Un tribunal a jugé que la Commission de Vérité et Réconciliation pourrait avoir accès à des "milliers de documents" de l'école résidentielle de Sainte-Anne à Fort Albany, en Ontario, incluant les archives "liées à une enquête de la Police provinciale de l'Ontario datant de 1992-1996 qui a abouti à des condamnations de plusieurs membres du personnel", a déclaré le *Toronto Star*. Le tribunal a placé un sceau temporaire sur les preuves présentées au tribunal. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013-12. http://www.thestar.com/news/gta/2014/01/20/ottawa_pushes_for_st_annes_documents_to_stay_secret.html

Le commissaire responsable de la vie privée du Saskatchewan a publié un rapport sur les informations personnelles dans les dossiers médicaux, en disant que, entre "fin 2012" et juillet 2013, 10 "responsables de la santé" ont envoyé par fax des informations médicales au mauvais endroit, sur environ 1'000 personnes. <http://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/transgender-person-s-medical-records-faxed-to-school-1.2498886> Pour le rapport, voir : <http://www.oipc.sk.ca/Reports/Investigation%20Report%20H-2014-001.pdf>

Le ministre de la Santé de la province de l'Alberta a annoncé qu'un ordinateur portable "avec les informations de santé personnelle non cryptées sur plus de 620'000 Albertains a été volé en septembre dernier", incluant les noms, dates de naissance, numéros de carte de santé de la province, codes de facturation et codes de diagnostic. <http://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/laptop-stolen-with-health-information-of-620-000-albertans-1.2507161>

Chine. Ilham Tohti, un défenseur de la minorité ouïghoure de Chine, a été arrêté et son appartement perquisitionné; des «agents de sécurité» ont pris «des documents, des ordinateurs et des téléphones portables», a rapporté le *New York Times*. <http://www.oipc.sk.ca/Reports/Investigation%20Report%20H-2014-001.pdf>

Le ministère chinois du Territoire et des Ressources a annoncé que le gouvernement "va créer un bureau central d'enregistrement des informations de l'immobilier", a rapporté *Radio Free Europe / Radio Liberty*. Ce bureau aura un service d'archives important; la polémique a déjà vu le jour sur l'accès à l'information et qui conservera les registres. <http://www.rferl.org/content/ukraine-china-leases-farmland/25114812.html>

France. Dans un article publié dans la *Revue de Défense nationale*, le directeur général de la sécurité extérieure (DGSE) a souligné l'importance de l'information et les avantages que le service reçoit de ses archivistes et documentalistes. <http://www.archimag.com>

Géorgie. Une vidéo anonyme postée sur YouTube montre apparemment le ministre de l'Intérieur le 5 mai 2009 disant au chef du département de fonctionnement spécial du ministère : "Je veux deux hommes, j'ai besoin de deux cadavres. Apportez-moi ces deux cadavres, c'est tout. Le bonus est élevé." Le bureau du procureur de la République a lancé une enquête pour savoir si ce commentaire est lié à l'assassinat d'un ancien officier de l'armée soupçonné de comploter une mutinerie. <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=26896>

Guatemala. Le procès et la condamnation de l'ancien chef d'Etat Efraín Ríos Montt, qui a été mêlé à des procédures judiciaires depuis que le procès a commencé, ont maintenant été portés en appel à la Cour constitutionnelle. Pour une bonne explication de ce cas extrêmement complexe, voir <http://www.riosmontt-trial.org/2014/01/guatemala-justice-update-january-2014-rios-montt-trial-faces-continued-challenges-as-guatemala-selects-new-slate-of-judges-and-attorney-general/>

Hongrie. Le chef adjoint du parti au pouvoir a déclaré que le parti socialiste doit remettre ses archives de la période 1944-1989 aux Archives nationales de Hongrie, a rapporté *MTI*. Les archives sont actuellement détenues dans l'Institut d'histoire politique créé par le parti socialiste. Un commentateur de l'article a écrit: "Ils devraient toutes les publier en ligne avant de les remettre. Une fois qu'elles sont dans les mains des Archives de l'État hongrois, on ne les verra plus jamais."

<http://www.politics.hu/20140112/kdnp-calls-on-socialists-to-hand-over-communist-era-files/>

Irlande. The *Irish Times* a rapporté que dans le sillage du film nominé aux Oscars "Philomena", Philomena Lee a lancé le Projet Philomena qui fait du lobbying auprès du gouvernement irlandais pour donner accès à ce qu'ils croient être 60'000 dossiers secrets d'adoption qui aideront à la réunification des familles.

<http://www.irishtimes.com/news/social-affairs/government-urged-to-release-secret-adoption-files-1.1665404>

Israël. Bien que Ariel Sharon ait été dans le coma pendant huit ans avant sa mort en janvier, il avait conservé des documents officiels dans sa ferme, incluant des "archives classifiées à la fois de ses postes militaires et civils", a rapporté le *Times of Israël*. Maintenant, le ministère de la Défense tente de récupérer les archives des fils de Sharon. Compte tenu des actions controversées sur les droits de l'homme dans lesquelles Sharon a joué un rôle, il est essentiel que ces documents publics soient remis aux archives nationales. <http://www.timesofisrael.com/defense-ministry-explores-seizure-of-sharon-documents/>

Macédoine. Le président sortant de la Commission de lustration controversée a déclaré que, dans ses cinq premières années, la commission "a passé au peigne fin plus de 29'000 fichiers personnels et découvert quelque 130 collaborateurs communistes et des personnes qui ont émis des ordres de surveillance pour des raisons idéologiques"; il a ajouté que dans les cinq prochaines années, il va "vérifier les 20'000 dossiers restants qui sont conservés dans les archives de l'Etat et d'autres institutions ", a déclaré *BIRN*.

http://www.balkaninsight.com/en/article/macedonian-collaborator-hunt-reaches-middle-point?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=6395932289-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-6395932289-311109073

Nicaragua. Le Congrès du Nicaragua a adopté une loi sur les pouvoirs de l'armée, qui consiste à permettre à "l'armée d'aider à rédiger les projets de lois régissant les archives nationales du pays, les bases de données et le spectre des télécommunications," a déclaré le *New York Times*.

<http://www.nytimes.com/aponline/2014/01/29/world/americas/ap-lt-nicaragua-politics.html?ref=world&r=1>

Pakistan. Le Comité des comptes publics de l'Assemblée nationale (PAC) "a exprimé son mécontentement à propos de la destruction des archives pertinentes de certains ministères"; un des membres a dit que «l'embrasement des documents était une «culture» à Karachi, où les archives du Karachi Press Trust (KPT) avaient été brûlées par trois fois », a rapporté *Business Recorder*. Le PAC a également noté la destruction de documents à Rawalpindi et Capital City, et un des membres a déclaré que les organismes d'application de la loi doivent mener des enquêtes "dans des incidents où des documents ont été incendiés."

<http://www.brecorder.com/business-a-economy/189/1144061/>

Philippines. Le gouvernement et le Front de libération islamique Moro ont signé un accord de paix, créant une région autonome dans le sud et un plan pour le désarmement et le partage des revenus. Une photo accompagnant les articles de presse montre les deux parties échangeant des copies signées de l'accord; la copie du gouvernement devrait aller aux archives nationales; où le MILF va-t-il conserver ses archives?

<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-25896408>

Russie. Une vidéo postée sur *YouTube* a montré un groupe de jeunes hommes brûlant une traduction russe du Coran, un homme avec un visage meurtri était obligé de répéter: "Je renonce à Allah," et des "sous-titres reliaient le Coran brûlant à l'attentat-suicide de la ville de Volgograd, a indiqué *RIA Novosti*. La police a arrêté un homme soupçonné d'implication dans l'affaire.

<http://en.ria.ru/russia/20140109/186368138/Moscow-Police-Hunt-Quran-Burners.html>;

<http://en.ria.ru/russia/20140115/186562008/Moscow-Police-Detain-Suspect-in-Quran-Burning.html>

Memorial, l'organisation importante des droits de l'homme et de l'histoire russe, a marqué son 25e anniversaire, et *Radio Free Europe / Radio Liberty* a noté qu'elle "a amassé une archive exhaustive des dossiers et des documents soviétiques qui sont devenus une ressource inestimable pour les historiens."

<http://www.rferl.org/content/russia-memorial-anniversary/25246894.html>

Rwanda. Il ya vingt ans, le 11 janvier, le commandant des forces de maintien de la paix des Nations Unies au Rwanda a envoyé un câble à l'ONU à New York, l'avertissant d'un "complot d'extermination anti-Tutsi." Aucune mesure n'a été prise et le génocide a commencé le 6 avril. Le directeur de la Documentation et du projet d'histoire orale du Rwanda pour l'Holocaust Memorial Museum aux États-Unis et l'organisation non gouvernementale de National Security Archive ont publié un essai dans le *New York Times* appelant les gouvernements à ouvrir leurs archives sur le génocide au Rwanda: "Les documents qui pourraient faire la lumière pour savoir si cette guerre aurait pu être évitée sont encore classés à Washington, New York, Paris, Bruxelles, Genève, Arusha et Kigali - inaccessibles au public, malgré les engagements pris par les dirigeants internationaux pour enquêter pleinement sur la tragédie. Afin de tirer les leçons correctes de l'histoire, nous devons d'abord établir tous les faits."

http://www.nytimes.com/2014/01/10/opinion/the-shroud-over-rwandas-nightmare.html?_r=2; pour une information sur le projet, voir <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB452/>

Le Aegis Trust du Royaume-Uni, la Fondation USC Shoah, l'Université du Texas des États-Unis et l'Institut des études sur la guerre, l'Holocauste et le génocide aux Pays-Bas coopèrent avec la Commission nationale du Rwanda pour la Lutte contre le Génocide afin de "recueillir et d'archiver les restes des victimes du génocide", a rapporté *New Times*.

<http://www.newtimes.co.rw/news/index.php?i=15611&a=73950>

Corée du Sud. Le vol des données de trois grandes sociétés de cartes de crédit, incluant les noms, les numéros de téléphone et de sécurité sociale, les adresses e-mail et de résidence, les salaires, l'utilisation mensuelle de la carte et les informations de notation de crédit d'au moins 100 millions de cartes de crédit et de comptes, pourrait avoir affecté 15 millions de personnes, a rapporté *Reuters*.

<http://www.reuters.com/article/2014/01/21/us-korea-cards-idUSBREA0K05120140121>

Espagne. Le dernier leader républicain de l'Espagne, Juan Negrin, a pris 150'000 dossiers avec lui quand il est parti en exil en France en 1939. Maintenant, les dossiers ont été ramenés à la Fondation Juan Negrin, à Las Palmas, et des copies ont été déposées aux Archives nationales de France et au Centre de Documentation pour la mémoire historique de l'Espagne à Salamanque. Selon le biographe de Negrin, les documents comprennent "pratiquement intacts, du matériel de bureau de la présidence, du ministère du Trésor et du ministère de la Défense". Compte tenu des questions qui restent sans réponse au sujet de la guerre civile espagnole, l'ouverture de ces archives (qui seront contrôlées par la Fondation) pourrait fournir des informations importantes sur les questions des droits de l'homme.

http://elpais.com/elpais/2013/12/26/inenglish/1388070929_144060.html

Syrie. Quelques 55'000 photographies, dont près de 30'000 qui ont été prises et sorties clandestinement de Syrie par un photographe de la police syrienne concernant des détenus qui ont été tués, ont été examinées par une équipe d'enquête de trois avocats (deux anciens procureurs en chef du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et l'ex-procureur qui a conduit l'affaire Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) et trois spécialistes en médecine légale. Basé sur un échantillon de photographies, le comité a conclu que les photographies fournies sont des "preuves claires, susceptibles d'être considérées comme des faits, par un tribunal dans une cour de justice, de torture systématique et d'assassinat de personnes détenues par l'agent du gouvernement syrien. Ces preuves pourraient appuyer les constatations de crimes contre l'humanité du régime syrien actuel. Ces preuves pourraient également soutenir les conclusions de crimes de guerre contre le régime syrien actuel". Le rapport comprend les détails du processus et de la documentation photographique. Où les images sont-elles actuellement conservées et quelle est la chaîne de contrôle? Ce n'est pas clair.

<http://www.theguardian.com/world/2014/jan/20/evidence-industrial-scale-killing-syria-war-crimes>

comprend un lien vers le rapport; pour la vision de la Turquie, voir http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2014/01/syria-torture-claims-photos-scheme-geneva-ii.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=7640220ef5-January_9_2014_8_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-7640220ef5-93088897#

Turquie. En décembre 2011, l'armée turque a bombardé le village de Uludere et tué 34 civils kurdes. En janvier, le tribunal militaire de la Turquie a décidé de ne pas poursuivre les personnes impliquées parce que "l'ordre de l'opération venait directement du chef d'état-major", a rapporté *Al-Monitor*. Le tribunal a déclaré qu'il était «regrettable» que les renseignements aient été erronés dans ce cas, mais "des incidents antérieurs et des rapports de renseignements prouvent" que le village était une voie de transit pour les guérilleros du Kurdistan Workers Party. Les archives militaires ont servi de preuve.

http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/01/turkey-kurds-react-court-decision-roboski-bombing.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=026ebd317b-January_9_2014+1_8_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-026ebd317b-93088897

Royaume-Uni. Le procès concernant le "piratage téléphonique" par d'anciens membres du personnel de *News of the World* a entendu le témoignage de l'archiviste de News International (la société mère), a rapporté le blog *The Drum*. Le témoignage a porté sur les documents d'archives demandant le retrait de documents pour Rebekah Brooks, l'un des accusés.

<http://www.thedrum.com/opinion/2014/01/06/archivist-pa-and-boxes>

Royaume-Uni / Ecosse. Entre 2009 et 2013, il y eu 806 cas de "perte de données, de fuites ou des brèches dans la Loi sur la protection des données dans les conseils de santé de l'Ecosse", a rapporté

STV. <http://news.stv.tv/scotland/258774-more-than-800-incidents-of-data-loss-in-nhs-health-boards/>

États-Unis. La Section 1071 de la National Defense Authorization Act de 2014, adoptée à fin décembre 2013, autorise le secrétaire de la Défense à établir un "Centre de recherche sur les documents des conflits", qui doit créer "une base de données numérique de recherche, incluant les traductions, et faciliter la recherche et l'analyse des documents saisis dans les pays, les organisations et les individus, hostiles maintenant ou autrefois aux Etats-Unis, tout en gardant une adhésion rigide à la liberté académique et à l'intégrité". En outre, le Centre, "compatible avec la protection de l'information de la sécurité nationale, les sources d'information personnellement identifiables, les renseignements et les méthodes" doit mettre "une partie importante de ces documents à disposition des chercheurs le plus rapidement possible et de manière responsable, tout en tenant compte de l'intégrité du processus académique et des risques liés à des innocents ou des tiers". Le terme "documents capturés" est défini comme un "document, fichier audio, fichier vidéo, ou tout autre matériel capturé pendant les opérations de combat des pays, des organisations ou des individus, hostiles maintenant ou autrefois aux Etats-Unis". La loi ne fait aucune mention du sort des documents originaux saisis. <http://beta.congress.gov/bill/113th/house-bill/3304/text>

Deux anciens employés des Archives nationales ont plaidé coupable devant un tribunal fédéral pour avoir "jeté, détruit ou mal classé au moins 1'800" documents concernant les dossiers d'employés fédéraux au Centre national des dossiers du personnel.

http://www.stltoday.com/news/local/crime-and-courts/records-workers-dumped-destroyed-or-lost-veterans-documents/article_69f33526-d29c-55ce-902e-60628a414bb9.html

Grâce au processus de la Loi sur l'information, le *Washington Post* a obtenu du ministère de la Défense 30 rapports partiellement expurgés des enquêtes d'inconduite impliquant des généraux et des amiraux, incluant du harcèlement sexuel et d'autres violations éthiques.

http://www.washingtonpost.com/world/national-security/military-brass-behaving-badly-files-detail-a-spate-of-misconduct-dogging-armed-forces/2014/01/26/4d06c770-843d-11e3-bbe5-6a2a3141e3a9_story.html

En 1971, le bureau du FBI à Media, Pennsylvanie, a été cambriolé et des milliers de fichiers ont été volés. Certains de ces documents ont été envoyés à un journaliste du *Washington Post* qui les a publiés. Un des éléments - un simple document de routine - a conduit à la découverte d'une opération d'espionnage de grande envergure contre les citoyens américains connus sous le nom COINTELPRO (programme de contre-espionnage) qui a ensuite mené à des audiences du Congrès et des changements majeurs au sein du Bureau. Le FBI n'a jamais trouvé les cambrioleurs. Sept personnes ont maintenant admis avoir commis le cambriolage; le délai de poursuite ayant expiré, ils ne peuvent donc pas être poursuivis.

http://www.washingtonpost.com/world/national-security/band-of-activists-who-burglarized-fbi-office-in-1971-come-forward/2014/01/07/898d9e0c-77b4-11e3-8963-b4b654bcc9b2_story.html

Le *Washington Post* a présenté le projet des Archives nationales anthropologiques du Smithsonian pour préserver les langues parlées par quelques personnes ou n'ayant plus de locuteurs natifs restants. http://www.washingtonpost.com/national/health-science/smithsonian-archives-preserve-lost-and-dying-languages/2014/01/17/2a2c3218-74a1-11e3-8b3f-b1666705ca3b_story.html

Etats-Unis / Géorgie. Le législateur de Géorgie envisage de modifier la Loi étatique des Open Records pour restreindre la divulgation publique des dossiers d'arrestation et des clichés anthropométriques (photographies prises au moment de l'arrestation). Un sénateur de l'Etat soutenant le changement a dit qu'il espère que cela "aidera les criminels condamnés à se réintégrer dans la société", a rapporté *WJBF.com*, mais un éditeur a averti que les changements "permettrait aux organismes d'application de la loi d'arrêter les gens dans le secret." <http://www.wjbf.com/story/24486447/controversy-surrounding-mugshots-on-internet>

Etats-Unis / Illinois. L'archidiocèse catholique de Chicago a publié plus de 6'000 documents des dossiers du personnel sur 30 prêtres accusés d'abus sexuels, a signalé *NBC Chicago*. <http://www.nbcchicago.com/news/local/catholic-church-chicago-priest-abuse-files-241175371.html>

Etats-Unis / Caroline du Sud. En 1944, un garçon noir de 14 ans a été exécuté pour le meurtre de deux jeunes filles blanches. Sa famille cherche maintenant à effacer son nom, et un tribunal de Caroline du Sud a tenu deux jours d'audience suite à leur demande d'un nouveau procès ou d'un verdict annulé. Selon le *New York Times*, le juge a entendu des «demandes agressives sur les limites de la mémoire, un problème particulièrement important parce que beaucoup d'archives de ce procès ont été détruites." Des photographies et une "grande carte" étaient disponibles. http://www.nytimes.com/2014/01/23/us/family-of-s-carolina-boy-put-to-death-seeks-exoneration-70-years-later.html?_r=0

Publications

Human Rights Watch a publié son *2014 World Report*. <http://www.hrw.org/world-report/2014/essays/rights-struggles-of-2013>

Lors de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, le groupe de recherches des *Documents Diplomatiques Suisses* a mis à jour son e-Dossier contenant des documents des Archives fédérales suisses sur le rôle de la Suisse dans les questions liées à la politique d'asile durant la Seconde Guerre mondiale. <http://www.dodis.ch/de/>

Le Forum de l'avenir de la vie privée a publié un document intitulé "Big Data and Privacy: Making Ends Meet." <http://www.futureofprivacy.org/wp-content/uploads/Big-Data-and-Privacy-Paper-Collection.pdf>

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour souscrire au bulletin en version anglaise, veuillez remplir le formulaire à l'adresse : http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du Bulletin en ligne sont sur <http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Traduction française : Cristina Bianchi)